



MINISTÈRE
DE L'ÉDUCATION
NATIONALE
ET DE LA JEUNESSE

*Liberté
Égalité
Fraternité*

« FAIRE VIVRE L'EUROPE :
POUR ET AVEC LES JEUNES »

SÉMINAIRE SUR
LA PARTICIPATION
DES JEUNES AU
PROJET EUROPÉEN :

09 – 10 juin 2022, Strasbourg France



**ANNÉE
EUROPÉENNE DE
LA JEUNESSE**

Organisé par

Le ministère français de l'Éducation nationale et de la Jeunesse
dans le cadre de la présidence française du Conseil de l'Union européenne

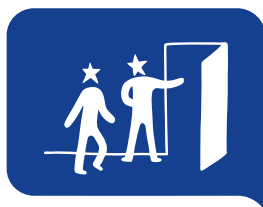
Rapport rédigé par Dr Dan Moxon et Neringa Tumenaite, People Dialogue and Change

INTRODUCTION

La coopération européenne dans le domaine de la jeunesse vise à « **encourager la participation des jeunes à la vie démocratique** », conformément à l'article 165 du traité sur le fonctionnement de l'UE.

Le dialogue de l'Union européenne en faveur de la jeunesse¹ est le processus participatif européen, qui pilote la mise en œuvre de la Stratégie Jeunesse de l'UE. A travers des cycles de 18 mois sur un thème prioritaire, il permet **la participation des jeunes au processus décisionnel européen dans le secteur de la jeunesse par le biais d'un dialogue entre les jeunes et les décideurs.**

Du 1^{er} juillet 2020 au 31 décembre 2021, le trio des présidences allemande, portugaise et slovène a fait de la participation des jeunes un enjeu majeur du 8^{ème} cycle du dialogue de l'UE en faveur de la jeunesse, dont le thème était « Espaces et participation pour tous » et a formulé des recommandations pour améliorer cette participation, notamment dans le cadre du dialogue².



Le 9^{ème} cycle du dialogue UE-Jeunesse se déroule du 1^{er} janvier 2022 au 30 juin 2023, sous le trio de présidences française, tchèque et suédoise. S'appuyant sur l'expérience des cycles précédents et ouvrant la voie aux cycles suivants, **le thème de ce cycle est « S'engager ensemble pour une Europe durable et inclusive ».** L'un de ses objectifs est de renforcer le dialogue en tant que processus mené par les jeunes et d'assurer un engagement significatif de la jeunesse tout au long du processus.



En outre, la **Conférence sur l'Avenir de l'Europe³, consultation citoyenne** majeure au niveau européen, **donne une place prépondérante à la voix des jeunes**, en les associant étroitement aux réflexions au sein de panels européens et, à l'échelle nationale, via une consultation dédiée nommée «Parole aux jeunes». De plus, **2022 a été désignée par la**

1. Auparavant appelé Dialogue structuré.

2. [https://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/HTML/?uri=CELEX:42021Y1214\(01\)&from=EN](https://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/HTML/?uri=CELEX:42021Y1214(01)&from=EN).

3. <https://futureu.europa.eu/?locale=fr>.

Commission européenne comme l'Année européenne de la jeunesse⁴, mettant en lumière l'importance de la jeunesse européenne pour construire un avenir meilleur – plus vert, plus inclusif et numérique.

Dans ce contexte, **le séminaire « Faire vivre l'Europe pour et avec les jeunes »** a été organisé par le ministère de l'Éducation nationale et de la Jeunesse dans le cadre de la présidence française du Conseil de l'Union européenne. **Il a réuni près d'une centaine d'experts, des représentants ministériels et des institutions européennes, ainsi que des associations de jeunesse et des jeunes délégués des différents États membres.**

Le séminaire avait pour objectif de permettre de :

- >** Réfléchir et renforcer les nouvelles formes de participation et d'inclusion des jeunes dans les processus décisionnels de l'UE ;
- >** Partager des expériences sur la participation des jeunes dans le cadre des travaux de la Conférence sur l'Avenir de l'Europe ;
- >** Effectuer un suivi du 8^{ème} cycle du dialogue de l'UE en faveur de la jeunesse sur l'objectif européen pour la jeunesse n°9 « Espace et participation pour tous ».

Le séminaire a créé un espace pour **discuter, de manière concrète et pragmatique, des différentes manières dont les jeunes peuvent se faire entendre et influencer le projet européen**, par exemple à travers le dialogue de l'Union européenne en faveur de la jeunesse, ou à travers des consultations citoyennes telles que la Conférence sur l'Avenir de l'Europe. Globalement, le séminaire est allé au-delà des simples constats et a cherché à **identifier des bonnes pratiques et des actions concrètes pour permettre à tous les jeunes européens de devenir des citoyens européens actifs et engagés.**

Ce rapport présente un aperçu des discussions et des recommandations concrètes créées à la suite des discussions.

4. https://europa.eu/youth/year-of-youth_fr.

SOMMAIRE

Introduction	3
Ouverture officielle du séminaire et mot de bienvenue	6
Table ronde plénière : Aperçu général de la participation des jeunes au projet européen et nouvelles formes de participation des jeunes	8
Table ronde 1 : Aperçu général de la participation des jeunes au projet européen	8
Table ronde 2 : Exemples et partage d'expérience	10
Tables rondes : Focus sur le dialogue UE-Jeunesse	12
Panel 1 : Comment le dialogue UE-Jeunesse peut-il s'étendre à une proportion beaucoup plus large de la population des jeunes de manière inclusive ?	12
Panel 2 : Comment utiliser le programme ERASMUS+ pour augmenter l'impact du dialogue UE-Jeunesse ?	15
Tables rondes : Focus sur les autres formes de participation	17
Panel 1 : La voix des jeunes dans la Conférence sur l'Avenir de l'Europe	17
Panel 2 : Comment mieux faire entendre la voix des jeunes des territoires ultramarins et ruraux au niveau européen ?	19
Table ronde : Quand les méthodes et outils européens de participation inspirent les niveaux national et local	21
Table ronde : L'Année européenne de la jeunesse 2022 : une occasion de renforcer et de rendre plus visible le cycle du dialogue UE-Jeunesse et de renforcer les initiatives citoyennes en faveur de l'Europe ?	23
Clôture officielle du séminaire	25
Conclusions finales du séminaire	26
Annexes	29
Programme	29
Remerciements	33

OUVERTURE OFFICIELLE DU SÉMINAIRE ET MOT DE BIENVENUE

Intervenants :

- **Séverine Origny-Fleishman**, Cheffe de bureau, Direction de la jeunesse, de l'éducation populaire et de la vie associative, Ministère de l'Éducation nationale et de la Jeunesse (France)
- **Biliana Sirakova**, Coordonnatrice jeunesse de l'UE, Direction générale de l'éducation, de la jeunesse, des sports et de la culture (DG-EAC), Commission européenne
- **Marie Farigoules**, Directrice exécutive du Centre européen de la jeunesse de Strasbourg, Conseil de l'Europe

Séverine Origny-Fleishman a souhaité la bienvenue aux 100 experts (représentant les institutions locales, nationales, européennes, les organisations de la société civile et les jeunes délégués) de 10 pays européens au séminaire. Il a été souligné que la présidence française s'est concentrée sur quatre thèmes prioritaires :

- **la mobilité des jeunes volontaires,**
- **l'engagement des jeunes en faveur de la protection de l'environnement,**
- **le renforcement de la citoyenneté européenne par l'engagement volontaire et la mobilité transfrontière,**
- **et la promotion de nouvelles formes de participation citoyenne.**

C'est dans le cadre de ce dernier thème que ce séminaire doit être envisagé. Séverine a souligné que les jeunes ont été gravement touchés par la pandémie et ont fait preuve d'une résilience et d'une volonté incroyables d'être des citoyens actifs. Malheureusement, de nombreux jeunes restent encore en marge du débat à l'échelle de l'UE, et davantage devrait être fait pour intégrer la voix des jeunes dans toutes les activités à tous les niveaux de l'UE.

Biliana Sirakova a félicité la présidence française pour avoir fait avancer avec succès l'agenda de l'UE pour la jeunesse en des temps difficiles et a partagé quelques statistiques prometteuses du Flash Eurobaromètre sur la jeunesse et la démocratie, qui a montré un engagement croissant des jeunes : **aujourd'hui, une majorité (58 %) de jeunes sont actifs dans les sociétés dans lesquelles ils vivent et ont participé à une ou plusieurs organisations de jeunesse au cours des 12 derniers mois (ce qui représente une augmentation de 17 % depuis le dernier Eurobaromètre en 2019).**

Biliana a souligné que les jeunes sont susceptibles de faire confiance aux organisations lorsqu'ils sont entendus par les décideurs. Elle a préconisé d'inclure la participation et l'engagement des jeunes dans toutes les politiques de l'UE, notamment en renforçant l'engagement des jeunes là où il existe déjà et en augmentant la participation des jeunes non actifs.

Marie Farigoules a souligné un exemple de bonne pratique au sein du Conseil de l'Europe - à savoir, le système de cogestion mis en place au sein de son secteur jeunesse (où les jeunes définissent les priorités du secteur jeunesse par le biais du Conseil mixte sur la jeunesse). Marie a également présenté la nouvelle **campagne « La démocratie maintenant », qui met l'accent sur :**

- l'accès aux droits humains ;
- la participation significative des jeunes ;
- l'impact de la numérisation, en tant que facteurs de démocratisation.

TABLE RONDE PLÉNIÈRE : APERÇU GÉNÉRAL DE LA PARTICIPATION DES JEUNES AU PROJET EUROPÉEN ET NOUVELLES FORMES DE PARTICIPATION DES JEUNES

Table ronde 1 : Aperçu général de la participation des jeunes au projet européen

Intervenants :

- **Lana Pasic** - Partenariat jeunesse UE-Conseil de l'Europe
- **Biliana Sirakova** - Coordinatrice Jeunesse de l'UE

Lana Pasic a donné une vue d'ensemble basée sur la recherche, de la manière dont les jeunes s'engagent dans la participation politique en Europe. Elle a souligné que la participation faisait à la fois partie des droits humains des jeunes et était un moyen d'élaborer des politiques plus efficaces.

Lana a fait valoir que la **participation n'est pas en déclin mais en évolution**. La participation, entendue dans son sens le plus large, a augmenté en Europe au cours des deux dernières années. Les statistiques les plus optimistes indiquent que 87 % des jeunes participent à des activités de participation des jeunes. Ils discutent de plus en plus de questions politiques avec leurs pairs et leurs familles, et certaines des questions les plus importantes pour eux sont le changement climatique et l'emploi. Cependant, **la participation conventionnelle des jeunes aux structures institutionnelles est de moins en moins populaire, et les politiques et mouvements sociaux non conventionnels de type « Do it yourself » se développent.**

Lors du panel, un débat a eu lieu sur le rôle des organisations de jeunesse dans ce contexte. D'une part, elles peuvent être considérées comme des structures institutionnelles, mais d'autre part, elles sont des catalyseurs de formes non conventionnelles de participation.

L'engagement des jeunes varie en fonction de l'exclusion socio-économique et du genre. Nous constatons que les femmes sont plus représentées dans les formes non conventionnelles de participation, et que les hommes sont plus représentés dans les parlements et les structures institutionnelles, et les modèles d'engagement reflètent souvent les modèles d'exclusion socio-économique

Le contexte et le type d'environnement démocratique jouent également un rôle.

Parmi les **facteurs qui favorisent la participation des jeunes**, on retrouve :

- **la transparence et la responsabilité ;**
- **les canaux de communication ouverts ;**
- **le partage du pouvoir ;**
- **le soutien matériel et immatériel.**

Biliana Sirakova a souligné que la **participation des jeunes pouvait être comprise comme « la voix et l'implication des jeunes dans la prise de décision » et « l'action civique et l'activisme des jeunes »**. Les données de l'Eurobaromètre Flash de l'UE ⁵ ont indiqué que 39% des jeunes ne sont impliqués dans aucune forme de participation, bien que ce chiffre ait diminué depuis 2014.

L'Union européenne dispose d'un vaste cadre législatif pour promouvoir la participation des jeunes, dont l'élément le plus important est la stratégie de l'UE en faveur de la jeunesse. Il existe un large éventail de projets et de programmes qui visent à ce que les jeunes influencent les politiques au niveau européen, ceux-ci existent au sein du secteur de la jeunesse (sous la DG-EAC) mais aussi dans d'autres domaines politiques et directions. Il existe également de nombreux projets et initiatives de moindre envergure émanant directement des jeunes. **Le rôle de coordinateur des activités relatives à la jeunesse est d'agir comme un point de coordination unique pour permettre aux voix provenant de ces deux dimensions de participer à l'élaboration des politiques.** Il est nécessaire de travailler de manière intersectorielle et de permettre aux voix et aux messages provenant des programmes du secteur de la jeunesse de se connecter aux autres domaines politiques en dehors de la politique de la jeunesse, et aux autres directions de l'UE.

Dans le cadre du débat, plusieurs propositions concrètes ont été faites :

- **Campagnes de sensibilisation des jeunes électeurs de pair à pair** – soutenir les jeunes volontaires pour mobiliser d'autres jeunes à voter, par le biais d'approches entre pairs telles que le réseau des jeunes ambassadeurs de Lituanie. Cette méthode aurait été utilisée avec succès lors des dernières élections européennes et pourrait être reproduite à l'avenir.
- **Dialogues politiques intersectoriels menés par les responsables de la politique de la jeunesse** – les problèmes soulevés par les jeunes, dans le cadre des initiatives de participation du secteur de la jeunesse, concernent très souvent des domaines politiques extérieurs à la politique de la jeunesse. Lors de la réception des résultats des initiatives de participation, les décideurs politiques de la jeunesse ont un rôle à jouer en tant que passerelle vers d'autres domaines politiques. Cela peut être fait en organisant des dialogues politiques intersectoriels tels que les dialogues sur la politique de la jeunesse de l'UE organisés par la coordinatrice jeunesse avec les commissaires européens en dehors du domaine de la jeunesse.
- **Construction de partenariats plus solides entre les acteurs européens/nationaux et les acteurs locaux** – il est nécessaire d'accroître la visibilité du travail de participation national et européen, en particulier le dialogue de l'Union européenne en faveur de la jeunesse. Cela signifie sortir de la « bulle bruxelloise » et créer des liens et des partenariats plus solides entre les acteurs nationaux (qui ont des liens européens) et la participation locale des jeunes.

5. Flash Eurobaromètre 502, Flash Eurobaromètre 455, Flash Eurobaromètre 408

Table ronde 2 : Exemples et partage d'expérience

Intervenants :

- **Désirée Ristorto** - Conseil national de la Jeunesse (France)
- **Maxime Michaud** - Délégué Provox au Conseil national de la Jeunesse (France)
- **Martina Schiattarella** - Déléguée Provox au Conseil national de la Jeunesse (France)
- **Sakiye Boukari** - Conseil national de la jeunesse (Allemagne)
- **Antoine Chavanne** - Conseil national de la Jeunesse (Belgique)
- **Moritz Wille** – Meet UE

Cette table ronde s'est concentrée sur les expériences des jeunes, avec un accent particulier sur le dialogue de l'UE en faveur de la jeunesse.

Désirée Ristorto, Maxime Michaud et Martina Schiattarella ont décrit le développement du dialogue de l'UE en faveur de la jeunesse en France et les deux jeunes délégués ont partagé leur expérience.

Ce processus européen est désormais **ancré aux niveaux national et régional**, grâce à une collaboration entre l'Etat, **le Conseil national de la jeunesse et un groupe de travail national** composé de diverses organisations de jeunesse. Il est établi en France sous le nom de « Provox » et possède sa propre charte/identité visuelle. Le processus a d'abord été développé au niveau national, puis **un dialogue structuré territorial** (régional) **en est issu**. Désormais, il existe un système français qui a un impact, qui fonctionne efficacement et auquel participent une grande diversité de jeunes.

L'une des meilleures pratiques partagées pendant la table ronde inclut la participation, pendant la Présidence française du Conseil de l'Union européenne, de jeunes délégués des conseils nationaux de la jeunesse de tous les Etats membres à une réunion ministérielle informelle des ministres européens de l'éducation et de la jeunesse, comme un moyen concret de favoriser le dialogue direct entre les jeunes et les décideurs. Cependant, il est nécessaire d'aller encore plus loin pour inclure plus de jeunes et plus de décideurs.

Sakiye Boukari a donné un aperçu de la mise en œuvre du dialogue de l'UE en faveur de la jeunesse en Allemagne.

Les éléments clés comprennent, **premièrement, l'équipe « Jump »**, composée de 12 jeunes basés dans toutes les régions d'Allemagne, qui mènent des consultations avec d'autres jeunes. Deuxièmement, les **Youth Dialogue Events** qui amènent les politiciens nationaux et locaux à dialoguer directement avec les jeunes. Enfin, **les « projets de dialogue jeunesse »** qui soutiennent la mise en œuvre des résultats de la consultation aux niveaux national et régional.

Antoine Chavanne s'est appuyé sur son expérience des mises en œuvre belges du dialogue de l'UE en faveur de la jeunesse pour identifier les domaines à développer dans le cadre de ce processus.

Pour accroître l'efficacité du dialogue de l'UE en faveur de la jeunesse à impliquer les jeunes dans le projet européen, il est nécessaire de :

1. **Accroître l'impact politique** du dialogue de l'UE en faveur de la jeunesse **et démontrer sa pertinence auprès des jeunes**. Les jeunes ont besoin de voir les résultats et les changements qui se produisent à la suite du dialogue de l'UE en faveur de la jeunesse. Cela doit montrer la pertinence du processus pour la vie des jeunes au niveau local et montrer le lien entre les institutions européennes et les réalités quotidiennes des jeunes.
2. **Assurer une visibilité continue** du dialogue de l'UE en faveur de la jeunesse. Cela peut aider à démontrer sa pertinence et également promouvoir la diversité des participants. Une visibilité continue peut aider le processus à aller au-delà de la « bulle » des voix actuellement impliquées.

Moritz Wille a ensuite présenté le projet Meet-UE.

Ce projet vise à **mettre en relation des personnes de toutes les générations pour qu'elles engagent le dialogue**. Il utilise des débats, des événements et des ressources produites pour les enseignants. Les événements sont transnationaux et basés sur des questions directement liées à la vie des participants. Grâce à cette approche « *bottom-up* », ils ouvrent le dialogue entre Européens afin de les rapprocher. Le projet n'est pas formellement lié aux institutions politiques, mais les députés européens et d'autres décideurs sont régulièrement invités à participer aux débats.

Dans le cadre du débat, plusieurs propositions concrètes ont été faites :

- **Création d'une législation nationale et/ou régionale pour soutenir le dialogue de l'UE en faveur de la jeunesse**. Cela augmentera son impact politique et intégrera pleinement le processus dans les politiques nationales et locales de la jeunesse.
- **Veiller à ce qu'il existe un site web multilingue commun efficace à l'échelle européenne et une campagne de promotion continue sur les réseaux sociaux pour le dialogue de l'UE en faveur de la jeunesse**. Cela améliorera la continuité entre les présidences du Conseil de l'UE, permettra des liens avec les plateformes nationales, et augmentera la visibilité du processus dans son ensemble, y compris des objectifs pour la jeunesse.
- **Élaborer un processus d'évaluation de l'impact du dialogue de l'UE en faveur de la jeunesse et de la mesure dans laquelle les objectifs de l'UE pour la jeunesse sont atteints**. Le développement d'indicateurs quantitatifs et qualitatifs pour suivre l'impact du dialogue UE-Jeunesse aidera à démontrer les résultats et la pertinence pour les jeunes. Il permettra de fournir aux jeunes un retour d'information sur les réalisations du dialogue UE-Jeunesse.
- **Relier plus étroitement les sujets du dialogue de l'UE en faveur de la jeunesse aux thèmes que les jeunes perçoivent comme pertinents pour leur vie**, tels que l'environnement, les voyages et le sport.

TABLES RONDES :

FOCUS SUR LE DIALOGUE UE-JEUNESSE

Panel 1 : Comment le dialogue UE-Jeunesse peut-il s'étendre à une proportion beaucoup plus large de la population des jeunes de manière inclusive ?

Intervenants :

- **Ann-Kathrin Fischer** – Ministère fédéral de la famille, des personnes âgées, des femmes et de la jeunesse (Allemagne)
- **Dr Dan Moxon** – Chercheur du 9^{ème} cycle du dialogue UE-Jeunesse
- **Maëlys Garcia** – ATD Quart Monde
- **Marine Siva** – Représentation en France de la Commission européenne

Ann-Kathrin Fischer s'est exprimée au nom du trio de présidences allemande, portugaise et slovène du Conseil de l'Union européenne, qui a dirigé le 8^{ème} cycle du dialogue UE-Jeunesse.

Elle a souligné la **nécessité pour le dialogue UE-Jeunesse d'être dirigée de manière participative**, en plaçant les jeunes et les organisations de jeunesse au centre de sa gouvernance et de son leadership. Cela nécessite une coopération étroite avec les Conseils nationaux de la jeunesse et le Forum européen de la jeunesse.

Ensuite, pour fonctionner efficacement en tant que moyen de participation, le dialogue UE-Jeunesse devrait **utiliser un engagement qualitatif et significatif avec les jeunes et créer des espaces de dialogue d'égal à égal entre les jeunes et les décideurs**.

En outre, il est **nécessaire de mettre en œuvre les recommandations et suggestions** émanant du dialogue UE-Jeunesse au niveau national en tant qu'« actions de jeunesse ».

Cependant, **cela nécessite une approche réaliste**. Par exemple, lors du 8^{ème} cycle, un appel a été lancé pour abaisser l'âge de vote à 16 ans. Bien qu'une telle réforme ne puisse pas être mise en œuvre dans le cadre du cycle, des «étapes vers la mise en œuvre» pourraient néanmoins être franchies. Pour permettre les « Actions jeunesse », le 8^{ème} cycle a produit des boîtes à outils de mise en œuvre et a utilisé les résultats du dialogue UE-Jeunesse pour éclairer les conclusions du Conseil au niveau européen.

Dan Moxon a abordé la **nécessité d'augmenter la proportion de la population des jeunes atteints par le dialogue UE-Jeunesse**.

Les données indiquent que les activités de sensibilisation et de consultation au niveau national touchent un échantillon représentatif et diversifié de la société. Cependant, il engage moins de 1 %⁶ de la population des jeunes en Europe. La plupart des méthodes et activités nationales utilisées sont basées sur des discussions en petits groupes et des événements qui touchent moins de 100 personnes par activité. Les ressources nécessaires pour augmenter considérablement ce style d'activité afin d'atteindre plusieurs milliers de jeunes seraient irréalistes. Il est donc nécessaire de **développer des méthodes qui puissent toucher un très grand nombre de jeunes, sans nécessiter de moyens très conséquents**.

Les campagnes de sensibilisation numériques et l'intégration du dialogue UE-Jeunesse dans le système d'éducation formelle pourraient constituer des opportunités à cet égard.

Il est également nécessaire de réduire les « voyageurs fréquents » – les jeunes qui participent à plusieurs reprises aux activités du dialogue UE-Jeunesse à chaque cycle – afin de **créer de l'espace pour de nouveaux participants** et d'augmenter le nombre global de participants. Cependant, il est important de **préserver un espace pour les Conseils nationaux de la Jeunesse**. Les jeunes dans ces situations ont une vision et un mandat spécifiques, et leur participation répétée est importante pour le dialogue de l'UE en faveur de la jeunesse.

Maëlys Garcia a abordé le **manque d'inclusion et de diversité au sein des conférences européennes de la jeunesse**. Elle a précisé que les **barrières linguistiques, la communication complexe, le manque de soutien et les délais courts** du dialogue UE-Jeunesse sont autant de facteurs qui excluent les jeunes marginalisés.

Plus généralement, **les jeunes en situation de pauvreté ne se voient souvent pas représentés dans les processus** européens et ne s'engageront que lorsqu'une personne de confiance les y invitera. Il est nécessaire de prendre le temps de les préparer, d'expliquer la pertinence des institutions européennes dans leur vie, et d'assurer un suivi et un débriefing en tête-à-tête. Le **soutien d'un travailleur de jeunesse de confiance** et bien formé ayant une relation déjà existante avec des jeunes marginalisés peut fournir cela.

Marine Siva a présenté les résultats d'un projet entre l'Institut d'études politiques de Paris et la Représentation en France de la Commission européenne, **explorant les manières d'impliquer la jeunesse française dans les discussions à l'échelle de l'UE**.

De nombreux jeunes sont incapables d'identifier l'impact de l'Europe sur leur vie. Bien que l'UE mène de nombreuses activités d'engagement des jeunes autres qu'ERASMUS +, elles ne sont pas bien connues.

Les méthodes de communication de l'UE, telles que le portail européen de la jeunesse et les applications ERASMUS+, sont difficiles à comprendre et souvent peu conviviales du point de vue de l'utilisateur (user friendly). Les informations détaillées qu'ils contiennent ne sont pas toujours multilingues mais le projet n'a pas les ressources financières pour résoudre ce problème.

6. Le dialogue UE-Jeunesse implique généralement entre 12 000 et 50 000 jeunes à chaque cycle.

Le projet présenté a travaillé avec des jeunes pour développer **trois concepts afin de résoudre ces problèmes** :

- **EU-MATCH** - Une application à travers laquelle les jeunes identifient leurs centres d'intérêt et sont orientés vers des programmes spécifiques de l'UE en fonction de ceux-ci.
- **ERASBUS+** - Un bus électrique qui pourrait se rendre dans les zones rurales pour y délivrer des informations et des activités promotionnelles sur l'UE.
- **« Emilia in Europe »** - Un compte Instagram basé sur l'humour, inspiré d'une série télévisée populaire, dans lequel un personnage de l'UE se retrouve dans des situations liées à l'Europe. Ce personnage est utilisé pour promouvoir les institutions de l'UE.

Des versions similaires de ces projets sont déjà mises en œuvre par des organisations telles qu'Eurodesk.

Dans le cadre du débat, plusieurs propositions concrètes ont été faites :

- **Boîtes à outils d'action jeunesse** – À la suite de chaque cycle du dialogue UE-Jeunesse, des boîtes à outils d'action peuvent être produites pour soutenir la transformation des recommandations et des suggestions provenant du dialogue UE-Jeunesse en « actions jeunesse ». Ceux-ci peuvent aider les acteurs à prendre des « étapes vers la mise en œuvre » des différents résultats du dialogue UE-Jeunesse.
- **Initiatives de visibilité numérique** – des outils en ligne et des campagnes de sensibilisation sur les réseaux sociaux pour promouvoir l'accès aux différents programmes de participation de l'UE. Ces outils doivent être très *user friendly* et multilingues.
- **Développement de méthodes à grande échelle pour le dialogue UE-Jeunesse** – telles que les campagnes de communication numérique et l'intégration de l'activité dans les écoles et l'éducation formelle, qui peuvent viser à atteindre des milliers, plutôt que des centaines de jeunes avec une seule activité.
- **Projets de soutien ciblés pour préparer les jeunes issus de milieux marginalisés à s'impliquer dans le dialogue UE-Jeunesse.** Ceux-ci devraient être gérés par des ONG locales ou d'autres acteurs ayant une relation existante avec les jeunes marginalisés. Ils doivent être adaptés aux besoins spécifiques des groupes au cas par cas. Les projets doivent fournir des outils de communication simples pour expliquer le dialogue UE-Jeunesse et les institutions européennes de manière pertinente et fournir un accompagnateur de confiance tout au long du processus. Ils devraient se dérouler sur le long terme au sein de communautés et d'espaces déjà familiers aux participants, plutôt que d'exiger que les participants fréquentent des institutions.

Panel 2 : Comment utiliser le programme ERASMUS+ pour augmenter l'impact du dialogue UE-Jeunesse ?

Intervenants :

- **Jérémy Trémolières** – Agence ERASMUS+ France Jeunesse & Sport (AEFJS)
- **Alexandre Fonseca** – Centre de ressources pour la participation et l'information SALTO
- **Djilali Kabeche** – Association Migration, Solidarité et Echanges pour le Développement (AMSEED)

Jérémy Trémolières a mis l'accent sur la récente augmentation des financements du budget ERASMUS+ et les diverses possibilités de financement de projets de participation des jeunes dans le cadre du programme.

Une nouvelle action de mobilité à des fins d'apprentissage pour la participation des jeunes a été présentée afin de renforcer davantage cette participation. Le programme offre un degré élevé de modularité, les projets peuvent durer entre trois mois et deux ans et un large éventail d'activités de participation des jeunes peut être financé.

Le programme permet également la **candidature de groupes informels de jeunes** travaillant en dehors des organisations. Il est difficile d'encourager les candidatures de ces groupes. Les formulaires de candidature ERASMUS+ ont un « vocabulaire institutionnel », et il est **nécessaire de fournir un soutien et un accompagnement aux groupes non organisés** pour leur permettre d'apprendre ce vocabulaire.

Alexandre Fonseca a décrit le rôle du Centre de ressources SALTO pour la participation et de l'information pour soutenir la participation aux programmes ERASMUS+ Jeunesse et Corps européen de solidarité (CES).

Le lien entre information et participation est important. Les compétences informationnelles et médiatiques permettent aux citoyens d'être informés et d'avoir un esprit critique. La participation ne peut se faire sans accès à l'information.

Le travail de SALTO Participation et Information comprend le **développement d'une stratégie de participation des jeunes pour ERASMUS+ Jeunesse et CES, une boîte à outils, un pool de ressources sur la participation et diverses formations et événements.**

La stratégie est supervisée par un groupe de co-direction composé à parts égales de jeunes et de parties prenantes. Les facteurs importants pour le bon fonctionnement d'un **groupe de co-direction** sont l'adoption d'une **approche à long terme, ainsi que le soutien et le suivi des jeunes impliqués.** La transparence est également essentielle - il est important d'être clair sur les recommandations du groupe de co-direction que SALTO Participation et Information est en mesure de mettre en œuvre, et de fournir des commentaires clairs sur d'autres recommandations qui peuvent ne pas relever du mandat et de l'influence de SALTO. Le modèle peut servir d'exemple de bonne pratique à reproduire dans toutes les agences nationales au sein du programme ERASMUS+.

Djilali Kabeche a parlé de la manière d'utiliser les projets ERASMUS+ pour combler le fossé entre l'Europe et la réalité quotidienne des jeunes.

De nombreux jeunes ne savent pas comment s'engager dans la démocratie européenne, même s'ils se soucient profondément de nombreuses questions politiques. **L'AMSED utilise des projets d'accompagnement ciblés pour permettre aux jeunes de participer à des activités de dialogue.** Celles-ci se déroulent dans des cadres familiers aux jeunes et sont soutenues par des animateurs socio-éducatifs ou des travailleurs sociaux compétents en éducation non formelle, ainsi que par des approches entre pairs. Les projets doivent être soutenus par des outils de communication (à la fois en ligne et hors ligne). **Pour impliquer efficacement les jeunes, il est important de les écouter pour comprendre quels sont les obstacles, puis d'agir pour les supprimer.**

Tous les intervenants ont souligné que **l'un des principaux rôles que les projets ERASMUS+ peuvent jouer en ce qui concerne le dialogue UE-Jeunesse est de soutenir et de financer des activités de sensibilisation.** Ces activités peuvent se dérouler sur une base continue en tant qu'approche permanente pour engager les jeunes à la fois dans le dialogue UE-Jeunesse et dans d'autres formes de participation institutionnelle. Plusieurs caractéristiques étaient nécessaires pour que les projets fonctionnent avec succès.

- **Confiance** – les projets doivent être portés par des acteurs ayant une relation crédible avec les jeunes ;
- **Communication et information accessibles** – mettre en évidence la pertinence de l'Europe dans la vie de tous les jours en utilisant à la fois des approches en ligne et hors ligne ;
- **Temps** – une approche à long terme est centrale, les jeunes, en particulier ceux issus de milieux marginalisés, ont besoin de temps pour s'engager efficacement ;
- **Retour d'information** – s'assurer qu'un retour par des commentaires soit fait sur les recommandations politiques et les idées issues des projets.

Il a été identifié que la réussite de l'engagement des groupes marginalisés était principalement due à la priorisation de la mise en œuvre de ce travail. Les méthodes et outils de participation inclusive sont bien établis. Les appliquer nécessite de prioriser à la fois les ressources et le temps nécessaires à ces démarches. Cela signifie une hiérarchisation tant au niveau du projet qu'au niveau structurel par le biais d'investissements à long terme dans les organisations d'inclusion. Comme toute forme de hiérarchisation, il faut aussi faire le choix de dé-prioriser d'autres objectifs.

Dans le cadre du débat, plusieurs propositions concrètes ont été faites :

- **Donner la priorité au financement et aux ressources pour que les groupes marginalisés s'impliquent dans le dialogue UE-Jeunesse et d'autres formes de participation institutionnelle.**
- **La mise en place de groupes de co-pilotage au sein des Agences Nationales pour la Jeunesse** afin d'assurer les programmes eux-mêmes de manière participative.
- **Financer les approches pair à pair** via ERASMUS+ pour engager les jeunes dans la participation institutionnelle.

TABLES RONDES : FOCUS SUR LES AUTRES FORMES DE PARTICIPATION

Panel 1 : La voix des jeunes dans la Conférence sur l'Avenir de l'Europe

Intervenants :

- **Lauren Mason** – Forum européen de la jeunesse
- **Inês Gouveia da Silva** – Parlement européen
- **Sofia Carballo** – Rencontre des jeunes Européens (EYE), Jeune déléguée (Espagne)
- **Hannah Schlattmann** – Projet EUROpinions, soutenu par l'Office franco-allemand pour la jeunesse (OFAJ)

Lauren Mason qui a participé à la Conférence sur l'Avenir de l'Europe, a partagé plusieurs partenariats fructueux, dont un avec le Parlement européen appelé la campagne des 25%⁷. **La campagne (du nom du pourcentage de jeunes en Europe) visait à impliquer un large éventail d'acteurs dans la préparation de la Conférence sur l'Avenir de l'Europe**, en particulier les organisations internationales travaillant avec les jeunes sous-représentés, telles que Rural Youth Europe, Forum des organisations européennes de jeunes et d'étudiants musulmans, le Forum européen des personnes handicapées et le réseau rom Phiren Amenca. Ils ont discuté du changement climatique, de la justice, de l'égalité et de la qualité de l'éducation.

Lauren a également souligné **la nécessité pour la stratégie de participation des jeunes d'avoir une approche intersectorielle** et a présenté le **test jeunesse de l'UE, qui est conçu pour évaluer l'impact que toute nouvelle proposition peut avoir sur la jeunesse européenne**.

Inês Gouveia da Silva et **Sofia Carballo** ont parlé des **Rencontres des jeunes Européens⁸ (European Youth Event) en octobre 2021**, qui a également été incluse dans le cadre de la Conférence sur l'avenir de l'Europe en raison d'un chevauchement de temps.

Dans le cadre de ce projet, qui a été organisé en présentiel et en ligne, les jeunes ont choisi des sujets de débat pendant une heure et ont voté pour les meilleures idées à présenter lors de la cérémonie de clôture. Les présentateurs ont souligné que dans les discussions, le changement climatique et l'énergie nucléaire ont reçu beaucoup d'attention. Notamment, les jeunes étaient désireux et prêts à participer à la politique européenne et ont tenu des discussions hautement techniques et spécialisées.

7. <https://the25percent.eu>

8. <https://european-youth-event.europarl.europa.eu/fr/>

Hannah Schlattmann a partagé le projet **EUROpinions**, visant à informer les citoyens sur les institutions, les politiques et les directives européennes ainsi qu'à débattre de leur adoption.

Ce projet, financé par l'Office franco-allemand pour la jeunesse (OFAJ), comprend des podcasts et des interviews, ciblant les jeunes de 16 à 30 ans. Parmi les exemples figurait une discussion sur le pacte vert pour l'Europe, où des jeunes de France et de Roumanie ont été invités à en discuter lors d'un entretien. Cela a donné un aperçu de la façon dont il existe des différences importantes sur les priorités politiques, ainsi que sur les modes de déplacement durables au sein des pays européens, et les défis que cela pose quant à l'objectif d'atteindre la neutralité climatique d'ici 2050.

Sur la base de l'expérience de la Conférence sur l'Avenir de l'Europe, plusieurs propositions concrètes ont été faites dans le cadre du débat :

- **Tous les événements de participation européens clés devraient faire des efforts proactifs pour impliquer les jeunes sous-représentés.** L'accès et la portée sont des aspects importants à prendre en compte. Le sport peut être utilisé pour atteindre les jeunes qui ne sont pas impliqués dans des organisations politiques.
- **Les stratégies d'inclusion institutionnelle doivent adapter les messages de communication** pour rejoindre plus de jeunes dans leurs réalités locales. Il est nécessaire d'adapter la communication au contexte national car il existe des différences au sein de l'Union européenne. Le EYE en est un bon exemple. Il associe des personnes fortement impliquées dans des projets européens et des personnes qui visitent le Parlement européen pour la première fois.
- **Un financement dédié devrait être réservé pour permettre** à d'autres profils de jeunes **que ceux habitués de ces enceintes européennes, notamment ceux avec les moins d'opportunités,** de participer aux événements de haut niveau.
- **Les événements de participation européenne pour les jeunes nécessitent une approche intersectorielle.** Les domaines de la politique de la jeunesse ne sont pas les seules politiques qui intéressent les jeunes ou sur lesquelles ils ont une opinion. Au sein de la Conférence sur l'Avenir de l'Europe, les jeunes avaient beaucoup à dire sur l'emploi, le climat, etc., mais n'avaient pas toujours un bon accès aux espaces où ces questions étaient débattues.
- **Tous les événements clés de participation européenne nécessitent une documentation et un suivi.** Le EYE a montré un exemple réussi de la façon dont les idées des jeunes ont été assez bien représentées dans les recommandations/rapports finaux de la Conférence sur l'Avenir de l'Europe. Cependant, un suivi clair est nécessaire à partir de toutes les recommandations générées par les événements de participation.

Panel 2 : Comment mieux faire entendre la voix des jeunes des territoires ultramarins et ruraux au niveau européen ?

Intervenants :

- **Nicolas Honorine** – Mission Locale Sud, La Réunion (en ligne)
- **Olivier Gineste, Alissone Frandemiche & Clara Noll** – Maisons Familiales Rurales (MFR)

Le panel a commencé par un quiz énergisant sur les pays connectés par des frontières terrestres avec l'UE. Les différentes réponses ont montré que l'UE est connectée à des pays et des régions plus éloignés du continent que beaucoup ne le devineraient immédiatement (par exemple, l'UE a une frontière terrestre avec le Brésil).

Nicolas Honorine est intervenu via une vidéo préenregistrée de La Réunion et a **appelé à ce que le programme de mobilité ERASMUS+ inclut davantage les jeunes vivant dans les régions ultrapériphériques (RUP) et les pays et territoires d'outre-mer (PTOM) de l'UE**. Il est nécessaire de leur permettre de bénéficier pleinement des opportunités que l'UE offre aux jeunes basés en Europe continentale.

Nicolas a souligné l'importance de la reconnaissance de l'identité européenne des habitants des territoires d'outre-mer. Les régions devraient être plus visibles au sein des programmes européens. Des questions pertinentes telles que le chômage, la fuite des cerveaux et l'inflation dans les territoires d'outre-mer des États membres de l'UE devraient faire partie de l'ordre du jour des discussions lors d'événements européens participatifs.

Jusqu'à maintenant, il y a un **manque de moyens budgétaires alloués à aux jeunes d'outre-mer pour participer aux formations et conférences européennes**. Alors que les organisations sont éligibles au programme ERASMUS+, elles ne sont pas suffisamment représentées par rapport au grand nombre de bénéficiaires potentiels (le taux de participation est deux fois plus faible que leur poids démographique au sein de l'UE⁹).

De plus, les régions ont des **problèmes de logistique interne qui limitent la mobilité internationale**. Malgré la proximité géographique, les coûts de vol ne sont pas abordables pour la plupart (c'est-à-dire qu'un vol entre les îles peut coûter le même prix qu'un vol intercontinental vers l'Europe).

Des commentaires supplémentaires partagés par d'autres participants au nom d'un jeune basé dans l'un des pays d'outre-mer ont convenu que les jeunes de ces territoires se sentent souvent en marge des activités qui se déroulent en Europe continentale (« Certains jeunes ne se sentent pas vraiment français, et ils se sentent encore moins européens » - Jeune participant). Ils ont ajouté qu'il y a un manque de mécanismes de participation des jeunes en général, c'est-à-dire que seuls quelques pays d'outre-mer de l'UE ont des conseils nationaux de jeunesse.

9. https://stgfelis.com/files/2019/08/octa-rapport_2019-en-web.pdf

Olivier Gineste, Alissone Frandemiche et Clara Noll ont présenté le travail de MFR et partagé plusieurs exemples de bonnes pratiques.

Pendant les **Journées européennes du développement**¹⁰(JED), MFR a reçu des subventions pour engager et parrainer des jeunes de La Réunion pour venir en Europe, ainsi que des jeunes des zones rurales pour venir partager leurs expériences.

En utilisant une **approche numérique de la sensibilisation des jeunes qui n'ont pas accès à l'information et en offrant un espace pour avoir des conversations stimulantes**, MFR a réussi à impliquer les jeunes à travers des quiz sur Instagram et des enquêtes numériques sur le développement durable. Cela a été fait pour que les jeunes acquièrent des connaissances avant de participer aux activités en personne. Cependant, un atelier dans le cadre des JED, « Inclusion numérique dans les actions de développement à l'ère post-COVID », a soulevé des questions importantes, telles que « nos actions sont-elles vraiment (numériquement) inclusives ? ». Cela a souligné la **nécessité de combler la fracture numérique afin de ne laisser personne de côté au sein de l'écosystème numérique mondial**. Dans l'ensemble, la présentation a montré que les **solutions aux problèmes rencontrés par les jeunes peuvent être trouvées au niveau local**.

Au cours du débat, plusieurs propositions concrètes ont été faites :

- Élaborer des stratégies et des processus pour assurer le suivi des processus de consultation **menés par le gouvernement**. Il y a souvent un manque de connaissances sur la question de savoir si une action concrète se produit à la suite des processus de participation. Comblé ce manque de connaissances dans le suivi soutiendrait activement l'autonomisation des jeunes et la confiance dans la valeur des processus consultatifs.
- Évaluer les processus de participation des jeunes pour lutter contre le **Youth washing et la tokenisation des femmes dans le cadre de la gouvernance**. Cela pourrait inclure une évaluation des parties prenantes sur la qualité de l'engagement dans les processus politiques et décisionnels.
- **Veiller à ce qu'il y ait une allocation budgétaire adéquate pour impliquer les jeunes des PTOM et des RUP dans les événements au niveau européen**. Cela permettrait de lutter contre l'eurocentrisme, d'améliorer/établir un dialogue de qualité, et de soutenir un accès, une représentation et un engagement équitables des jeunes des territoires d'outre-mer européens dans la construction du projet européen.
- **Les problèmes des territoires ultramarins, tels que le chômage, l'inflation et la fuite des cerveaux dans les territoires ultramarins des États membres de l'UE, devraient également faire partie de l'agenda des discussions en Europe**.
- **Renforcement de la dimension internationale (extra-UE) d'ERASMUS+** afin d'inclure la mobilité entre les PTOM et les pays de leur zone géographique.
- **Accroître le renforcement des capacités et la sensibilisation à l'UE dans les régions d'outre-mer et ultrapériphériques** pour permettre et encourager davantage d'organisations de jeunesse et de jeunes de participer aux programmes européens.

10. <https://eudevdays.eu>

TABLE RONDE : QUAND LES MÉTHODES ET OUTILS EUROPÉENS DE PARTICIPATION INSPIRENT LES NIVEAUX NATIONAL ET LOCAL

Intervenants :

- **Elisabeth Laverne** – Ministère de l'Éducation nationale et de la Jeunesse (France)
- **Désirée Ristorto** – Conseil national de la Jeunesse (France)
- **Ann-Kathrin Fischer** – Ministère fédéral de la Famille, des Personnes âgées, des Femmes et de la Jeunesse (Allemagne)

Élisabeth **Laverne** a noté que la **jeunesse devrait être placée au centre des politiques économiques, et que tous les acteurs publics devraient utiliser un processus de dialogue structuré sur une base annuelle pour donner la parole aux jeunes et co-construire les politiques publiques.**

Comme exemple de bonne pratique, Elisabeth a présenté le dialogue structuré territorial¹¹ en France, qui vise à promouvoir la participation des jeunes à la conception, à la mise en œuvre, au suivi et à l'évaluation des politiques territoriales.

Désirée Ristorto a ajouté que le **dialogue structuré territorial est un moyen de discuter de questions concrètes qui touchent les jeunes.** Il favorise la participation citoyenne des jeunes et aide les décideurs à rétablir la même chose avec les jeunes. Le processus, qui implique des enquêtes, des groupes de travail, des sessions de formation, etc., se poursuit jusqu'à ce qu'un résultat politique soit atteint. Il est actuellement progressivement déployé sur le territoire français et des ateliers sont organisés à destination des associations et des pouvoirs publics sur la manière d'animer et de participer au dialogue.

Ann-Kathrin Fischer a présenté l'**initiative 'Take Five - #CreateYourEurope'** qui est gérée par cinq États fédéraux du nord de l'Allemagne.

L'initiative est co-organisée par les conseils régionaux de la jeunesse, les ONG et les ministères régionaux de la jeunesse, et est co-façonnée par les jeunes. Elle implique notamment un **dialogue avec les politiques et les décideurs à tous les niveaux** (local, national, européen) **et vise à transférer les enjeux locaux au niveau européen (et inversement).** Les résultats des discussions alimentent les processus politiques régionaux et le dialogue de l'UE en faveur de la jeunesse (c'est-à-dire que le résultat du dialogue de juillet contribuera aux objectifs jeunesse n°10 et n°3). Il s'agit désormais d'une pratique de coopération bien établie et connue, ce qui facilite la prise de contact avec les décideurs et leur implication dans le processus.

11. <https://provox-jeunesse.fr/propos-du-dialogue-structuré>

Dans le cadre du débat, plusieurs propositions concrètes ont été faites :

- **Rationalisation des processus consultatifs de l'UE.** Cela est essentiel pour s'assurer que les différentes structures se complètent au lieu de se concurrencer. Cinq ingrédients sont nécessaires pour un dialogue territorial efficace : 1) Co-pilotage de la démarche, 2) Définir les attentes/objectifs, 3) Définir précisément le sujet/thème, 4) Avoir un agenda cyclique et 5) Avoir des méthodes de travail pertinentes.
- **Développement de dialogues structurés régionaux.** Ils doivent être flexibles et mis en œuvre en fonction du contexte local (par exemple, des priorités peuvent être accordées à différents thèmes, en fonction des besoins spécifiques de la région, tels que la lutte contre le chômage, la fuite des cerveaux, etc.).

TABLE RONDE : L'ANNÉE EUROPÉENNE DE LA JEUNESSE 2022 : UNE OCCASION DE RENFORCER ET DE RENDRE PLUS VISIBLE LE CYCLE DU DIALOGUE UE-JEUNESSE ET DE RENFORCER LES INITIATIVES CITOYENNES EN FAVEUR DE L'EUROPE ?

Intervenants :

- **Jasna Maric Krajacic** - Direction générale de l'éducation, de la jeunesse, des sports et de la culture (DG EAC), Commission européenne
- **Sébastien Gonzalez Hajdu** - Comité européen des régions
- **Kristof Papp** - Forum européen de la jeunesse
- **Mohamed Mahamuud** - Ministère de la Santé, du Bien-être et du Sport (Pays-Bas)

Jasna Maric Krajacic a décrit **l'impact du dialogue UE-Jeunesse au niveau politique européen. Jusqu'à présent, les principaux résultats ont inclus la création de la garantie de l'UE pour la jeunesse et des objectifs de l'UE pour la jeunesse.**

Le processus de création de l'impact de la politique européenne de la jeunesse est complexe. Les résultats du dialogue UE-Jeunesse sont transmis au groupe de travail jeunesse du Conseil de l'UE, qui prépare des sujets de discussion pour les ministres européens de la jeunesse. La création d'un accord entre 27 États membres est un défi, d'autant plus que la jeunesse est une compétence des États membres. Cependant, tous les décideurs à ce niveau s'engagent à trouver des accords qui fonctionnent pour tout le monde et conduisent à une meilleure utilisation des ressources et des politiques de soutien aux jeunes. En conséquence, le changement au niveau européen s'opère sur de longues périodes et de manière progressive.

Une fois la politique européenne créée, les États membres réfléchissent ensuite à la manière dont ils pourraient la mettre en œuvre dans leur réalité nationale, comme on peut le voir actuellement dans l'adoption des objectifs de l'UE pour la jeunesse.

e européenne de la jeunesse a le potentiel d'attirer l'attention et la visibilité sur ce processus, et de démontrer l'impact du dialogue UE-Jeunesse et de la politique européenne de la jeunesse. L'un des principaux héritages de l'Année européenne de la jeunesse pourrait être le renforcement de la confiance des jeunes dans les institutions européennes.

Sébastien Gonzalez Hajdu a décrit **la manière dont l'Année européenne de la jeunesse a influencé le travail du Comité européen des régions autour de la participation des jeunes.**

Un rapporteur a été nommé pour préparer un avis sur la jeunesse et la jeunesse dans l'avenir de l'UE. Divers projets participatifs visant à impliquer les jeunes ont également été développés. Cela inclut l'outil en ligne «Liquid Democracy», co-créé avec le Forum

européen de la jeunesse, qui aborde les questions liées aux médias sociaux et à la démocratie. Enfin, **les résultats du dialogue UE-Jeunesse sont utilisés pour éclairer les avis** rédigés par le Comité européen des régions.

Kristof Papp a présenté les **propositions du Forum européen de la jeunesse pour un test jeunesse (clause d'impact jeunesse) au niveau de l'UE**, qui, espère-t-il, deviendra un héritage de l'Année européenne de la jeunesse. Il s'agit d'un outil d'analyse d'impact pour identifier comment les politiques à venir peuvent affecter les jeunes. Il comprend également un élément participatif ; l'analyse d'impact doit être éclairée par une consultation significative et qualitative avec les organisations de jeunesse et les jeunes.

Un autre héritage de l'Année européenne de la jeunesse pourrait être la visibilité accrue du dialogue UE-Jeunesse et d'autres initiatives de participation citoyenne. L'Année peut être utilisée pour attirer l'attention sur l'impact du dialogue UE-Jeunesse et l'engagement direct entre les décideurs politiques et les jeunes qu'il permet. Cela peut contribuer à rendre l'impact du dialogue UE-Jeunesse plus visible pour les jeunes et à combler le fossé entre l'Europe et la vie quotidienne. **Les Conseils nationaux de la jeunesse et les organisations internationales non gouvernementales de jeunesse ont un rôle essentiel à jouer dans ce processus.**

Mohamed Mahamuud a souligné la nécessité de **soutenir à la fois les structures établies pour la participation**, telles que les Conseils nationaux de la jeunesse, **ainsi que les approches ascendantes (bottom-up) pour travailler avec les jeunes non organisés.**

Il a décrit un projet « *Brussels by Bike* » qui a permis à deux jeunes volontaires de faire du vélo des Pays-Bas à Bruxelles, menant des activités de consultation avec 826 jeunes sur leur route. Un élément clé de ce projet était de s'engager auprès des jeunes en dehors des grandes villes. Les conclusions ont été présentées à divers décideurs du Parlement européen et de la Commission européenne.

Il est **nécessaire que les décideurs politiques s'engagent régulièrement avec les jeunes à un niveau informel** de cette manière. La situation géographique de celle-ci est importante ; l'engagement doit avoir lieu non seulement dans les capitales, mais dans chaque pays.

Dans le cadre du débat, plusieurs recommandations ont été faites :

- **Les institutions politiques et les décideurs devraient s'engager de manière informelle avec les résultats des projets de participation** des jeunes menés en dehors des capitales.
- **Le travail de communication et visibilité** entrepris dans le cadre de l'Année de la jeunesse devrait être utilisé pour attirer l'attention sur les processus de participation des jeunes.
- **Développement d'un test européen/clause d'impact pour les jeunes** – évaluer l'impact des politiques à venir sur les jeunes et les générations futures. Cela devrait inclure un élément de participation qualitative significative.

CLÔTURE OFFICIELLE DU SÉMINAIRE

Intervenants :

- **Anders Lindholm** – Futur président du groupe de travail jeunesse de l'UE au nom de la présidence suédoise du Conseil de l'Union européenne
- **Christophe Castell** – Sous-directeur à la Direction de la Jeunesse, de l'Education populaire et de la Vie associative, Ministère de l'Education Nationale et de la Jeunesse (France)

Anders Lindholm s'est engagé, en tant que dernier membre de ce trio de présidences, à faire avancer les idées issues de ce séminaire et du cycle du dialogue de l'UE en faveur de la jeunesse dans son ensemble. Il est nécessaire de s'attaquer à la « boîte noire du dialogue des jeunes ». On sait quels messages des jeunes entrent dans l'élaboration des politiques de jeunesse, mais ce qui ressort de l'élaboration des politiques doit être clair et bien communiqué.

Anders a également rappelé aux participants que **le dialogue UE-Jeunesse fonctionne assez bien et est assez unique.** En le comparant à d'autres domaines politiques, il n'y a pas d'autres processus de dialogue en cours dans le système de l'UE qui se produisent dans un cycle et s'appuient sur les expériences passées. Cela permet au processus d'apporter des améliorations et des étapes incrémentielles à chaque cycle. Cette unicité est quelque chose dont nous, en tant que décideurs politiques et en tant que communauté, pouvons être fiers, tout en reconnaissant qu'il y a des choses qui peuvent être améliorées.

Christophe Castell a clôturé l'événement en remerciant tous les participants pour leurs contributions. Il a souligné que trente intervenants de dix pays constituent un témoignage de l'engagement et de l'appropriation de la participation des jeunes en Europe. Il y a des défis à relever pour toutes les institutions et tous les gouvernements ; l'instauration de la confiance est essentielle pour accroître la participation des jeunes. Il est **nécessaire de renouveler les outils et les processus utilisés pour la démocratie.** Trop peu de jeunes européens connaissent le dialogue UE-Jeunesse, nous devons donc utiliser tous les outils pour pouvoir diffuser l'information. **Le caractère inclusif du dialogue UE-Jeunesse est essentiel, tous les jeunes européens doivent se sentir concernés.** Nous devons nous engager auprès des personnes les plus éloignées des questions européennes, telles que les personnes vivant dans des zones rurales et isolées et celles qui sont marginalisées.

Il est important de reconnaître que **«l'Europe de demain, c'est aujourd'hui».** Bien que l'héritage soit important, l'action que nous entreprenons ici et maintenant doit également être significative. **Alors que la présidence française du Conseil de l'Union européenne touche à sa fin, elle est fière des progrès qu'elle a accomplis pour soutenir et promouvoir la voix des jeunes** et souhaite remercier toutes les parties prenantes pour leur soutien tout au long de la présidence.

CONCLUSIONS FINALES DU SÉMINAIRE

Rapporteurs

- **Dr Dan Moxon** - Chercheur du 9^{ème} cycle du dialogue UE-Jeunesse, People Dialogue and Change
- **Neringa Tumenaite** - Chercheuse du 9^{ème} cycle du dialogue 'UE-Jeunesse, People Dialogue and Change

Avec la contribution des jeunes rapporteurs

- **Maxime Michaud** - Jeune délégué Provox - Conseil national de la Jeunesse (France)
- **Martina Schiattarella** - Jeune déléguée Provox - Conseil national de la Jeunesse (France)

Au sein du projet européen, il est clair qu'il existe une **volonté d'intégrer la participation des jeunes à tous les niveaux**. Des décennies d'engagement institutionnel en faveur de la promotion de l'implication et de la participation active des jeunes à travers l'Europe témoignent d'un soutien clair qui ne montre guère de signes d'affaiblissement. Une grande partie de cet engagement politique était, au départ, étayée par une préoccupation concernant le désengagement politique des jeunes. Cependant, **il est désormais entendu que les jeunes Européens sont fortement politisés** ; les données les plus récentes indiquent même qu'il y a eu une augmentation de la participation des jeunes au cours des dernières années. En outre, ils s'intéressent à des domaines politiques qui vont bien au-delà des thèmes traditionnels de la politique de la jeunesse, tels que le changement climatique et la justice sociale. Néanmoins, **la nature de la relation des jeunes avec l'Europe, en tant que projet politique et social et en tant qu'ensemble d'institutions, manque de qualité**. De nombreux jeunes ne font pas confiance aux institutions politiques et « l'Europe » et les « questions européennes » semblent déconnectées de leurs réalités et de leurs vies quotidiennes.

Actuellement, **il existe un grand nombre de programmes européens visant à faire participer les jeunes à la politique européenne et à la vie démocratique dans son ensemble. Pourtant, en dehors d'ERASMUS+, beaucoup de ces programmes restent inconnus de nombreux jeunes Européens**. Pour ceux qui sont engagés dans des projets européens de participation des jeunes, tels que le dialogue UE-Jeunesse, le manque de transparence dans l'élaboration des politiques européennes peut être un mystère. Il est difficile de comprendre les liens entre les voix des jeunes citoyens et l'élaboration des politiques dans les 27 États membres et entre eux. Pour ceux qui soutiennent la participation des jeunes au niveau local, établir des liens avec les initiatives européennes et rendre l'Europe pertinente pour la vie quotidienne des jeunes est également un défi. **Bien que de nombreuses initiatives européennes, telles que le dialogue UE-Jeunesse, aient démontré leur capacité à faire participer des jeunes d'origines diverses, il est nécessaire d'aller plus loin**. Tous les jeunes à travers l'Europe, y compris ceux en situation de pauvreté et ceux des régions ultrapériphériques et des territoires d'outre-mer, doivent se voir reflétés dans le « projet européen ».

Bon nombre des éléments requis pour atteindre cet objectif sont déjà en place. Il est clair qu'il existe un soutien politique à la participation des jeunes, de bonnes ressources, une grande variété de méthodologies d'engagement efficaces et la capacité des processus participatifs au niveau européen à avoir un impact sur l'élaboration des politiques. Certains éléments nécessitent encore des développements. **Il ressort du séminaire que la visibilité et la transparence de l'élaboration des politiques européennes et des processus participatifs européens constituent un domaine clé à développer. Il est également nécessaire d'accorder davantage de priorité aux projets de participation des jeunes ciblant les groupes marginalisés.**

Les propositions concrètes développées au cours du séminaire peuvent être regroupées en plusieurs axes principaux.

- 1) Suivre l'impact des initiatives de participation sur les politiques et faire un retour d'information (feedback) aux participants, ainsi qu'à l'ensemble de la population des jeunes.** Il est clair que les initiatives de participation des jeunes peuvent conduire au changement, mais cela est rarement partagé avec les participants, ou avec les jeunes citoyens dans leur ensemble. Les processus de suivi et de retour d'information augmenteront la transparence du processus décisionnel européen et éviteront des problèmes tels que le « *youth washing* ». La « politique de la jeunesse » ou les « problèmes de jeunesse » ne sont pas les seuls domaines politiques qui préoccupent les jeunes. Par conséquent, toute approche de suivi de l'impact des politiques doit être intersectorielle et s'étendre à d'autres domaines que la politique de la jeunesse.
- 2) Mettre en place des campagnes de visibilité continues.** Cela est nécessaire à la fois pour améliorer la sensibilisation, et pour soutenir le suivi et le retour d'information sur les résultats des initiatives de participation. Des campagnes de communication à grande échelle sont nécessaires pour commencer à augmenter le nombre de jeunes sensibilisés aux initiatives de participation des jeunes telles que le dialogue UE-Jeunesse, ainsi que pour démontrer la pertinence de la participation des jeunes dans leur vie quotidienne. Cela passe très probablement par des approches numériques ou basées sur les réseaux sociaux, mais l'utilisation des systèmes d'éducation formelle peut également jouer un rôle. Il est important de prendre en compte le « paradoxe » des réseaux sociaux qui peuvent être un canal de communication efficace, mais présentent toutefois de nombreux inconvénients pour la démocratie, tels que la prolifération de « fausses informations ». Une stratégie de marque efficace et des approches orientées vers l'utilisateur sont nécessaires pour toute méthode numérique employée. Alors que de nombreuses plateformes européennes en ligne existent, il est nécessaire de les optimiser, de les rendre *user friendly* et de garantir le multilinguisme.
- 3) Apporter des ressources à des projets de soutien ciblés aux groupes sous-représentés dans les initiatives de participation européennes.** Les méthodes pour impliquer les jeunes issus de milieux marginalisés sont bien connues. Elles nécessitent des relations de confiance, une communication claire, un soutien efficace et du temps. Les approches entre de pair à pair et celles dirigées par des animateurs de jeunesse peuvent toutes deux être couronnées de succès, et il existe de nombreuses organisations locales ayant les compétences nécessaires pour les

mettre en œuvre. Accroître l'engagement des groupes sous-représentés au sein des projets européens nécessite donc la priorisation de cette question, et la priorisation des ressources dédiées à cet objectif.

- 4) **Infrastructure et ressources pour relier les acteurs locaux de la participation des jeunes au niveau européen.** Les programmes locaux de participation des jeunes sont souvent ancrés dans la réalité quotidienne de la vie des jeunes et sont également bien placés pour engager divers participants. Il est nécessaire de relier directement ces acteurs aux acteurs nationaux et européens, qui sont souvent bien engagés dans les programmes européens. Cette démarche permet d'améliorer l'inclusion et la sensibilisation, tout en démontrant la pertinence des Européens dans la vie des jeunes. Les acteurs locaux sont en mesure de travailler dans des espaces et des lieux familiers aux jeunes ; il existe un potentiel de sensibilisation dans des espaces tels que les hôpitaux, les prisons, les zones reculées et d'autres endroits auxquels ils ne sont normalement pas connectés. En établissant des partenariats avec des acteurs nationaux et européens, les deux parties peuvent impliquer plus efficacement les jeunes.
- 5) **Intégrer la participation des jeunes dans tous les domaines politiques pertinents de l'Union européenne,** afin de garantir que la perspective des jeunes soit prise en compte dans tous les domaines de l'élaboration des politiques. Il est clair que les jeunes s'intéressent à des sujets qui vont bien au-delà des politiques de jeunesse. Le domaine de la jeunesse reste bien placé pour soutenir et développer la participation des jeunes. Cependant, les décideurs politiques de la jeunesse et d'autres acteurs du secteur de la jeunesse devront peut-être servir de passerelles vers d'autres domaines d'élaboration des politiques, pour s'assurer que la voix des jeunes soit élargie à d'autres secteurs.

Compte tenu de ces suggestions, **faire avancer la question de l'engagement des jeunes dans le projet européen nécessite désormais une approche stratégique tant au niveau national qu'europpéen.** De nombreux éléments de base pour engager efficacement les jeunes sont déjà en place. Les étapes finales nécessitent une coordination et un développement stratégique plus complexes à réaliser. Il est maintenant important de dépasser le niveau de discussion des méthodes et des pédagogies de projet, pour considérer comment les structures et les processus européens fonctionnent ensemble comme un système global.

Cependant, ces défis ne sont pas nécessairement spécifiques à la jeunesse. Nous devrions également nous demander « dans quelle mesure nos structures européennes sont-elles ouvertes à la démocratie ? ». **Construire des sociétés démocratiques et réévaluer le fonctionnement du système politique actuel est une question qui concerne tous les citoyens et pas seulement les jeunes.**

ANNEXES

PROGRAMME

9

JUIN

HORAIRE	DÉROULÉ DE L'ÉVÉNEMENT
À partir de 13h00	Accueil au Centre européen de la jeunesse
14h00-14h20	Ouverture du séminaire et mots de bienvenue Emmanuelle PERES, Déléguée interministérielle à la jeunesse - Directrice de la jeunesse, de l'éducation populaire et de la vie associative, Ministère français de l'éducation nationale et de la jeunesse Biliana SIRAKOVA, Coordinatrice jeunesse de l'Union européenne Marie FARIGOULES, Directrice exécutive du Centre européen de la jeunesse de Strasbourg
14h20-15h35	Table ronde en plénière : Panorama général de la participation des jeunes au projet européen et nouveaux modes de participation des jeunes <i>Intervenants :</i> <i>Ann-Kathrin FISCHER - Ministère fédéral de la famille, des personnes âgées, des femmes et de la jeunesse (Allemagne)</i> <i>Biliana SIRAKOVA - Commission européenne</i> <i>Lana PASIC – Partenariat jeunesse UE-Conseil de l'Europe</i> <i>Sakiye BOUKARI - Conseil national de la Jeunesse (Allemagne)</i> <i>Antoine CHAVANNE - Conseil national de la Jeunesse (Belgique)</i> <i>Désirée RISTORTO - Conseil national de la Jeunesse (France)</i> <i>Moritz WILLE – Meet EU</i>
15h35-16h00	Pause
16h00-18h15	Tables rondes en groupes

Focus sur le dialogue UE-Jeunesse – Groupe 1 : Comment le dialogue UE-Jeunesse peut-il s'étendre à une proportion beaucoup plus grande de la population des jeunes de manière inclusive ?

Intervenants :

Maëlys GARCIA - ATD Quart monde

Dr. Dan MOXON - Chercheur du 9^e cycle du Dialogue UE-Jeunesse

Marine SIVA – Représentation permanente de la Commission européenne en France

16h00-17h00

Focus sur les autres formes de participation – Groupe 2 : La voix des jeunes dans la conférence sur l'avenir de l'Europe

Intervenants :

Inês GOUVEIA DA SILVA et Sofia CARBALLO - Parlement européen et jeune déléguée (Espagne)

Hannah SCHLATTMANN – Projet « EUROpinions » soutenu par l'Office franco-allemand pour la Jeunesse (OFAJ)

Christiana XENOFONTOS - Forum européen de la jeunesse

17h00-17h15

Pause

Focus sur le dialogue UE-Jeunesse – Groupe 1 : Comment utiliser le programme européen ERASMUS+ pour augmenter l'impact du dialogue UE-Jeunesse ?

Intervenants :

Djilali KABECHE - Association Migration, Solidarité et Échanges pour le Développement (AMSED)

Alexandre FONSECA – Centre de ressources SALTO participation & information

17h15-18h15

Jérémy TREMOLIERES - Agence Erasmus + France Jeunesse & Sport (AEFJS)

Focus sur les autres formes de participation des jeunes – Groupe 2 : Comment mieux faire entendre la voix des jeunes des territoires ultramarins et ruraux au niveau européen ?

Intervenants :

Olivier GINESTE - Maisons familiales rurales

Nicolas HONORINE - Mission Locale Sud, La Réunion

18h15-18h30

Clôture de la première journée

18h30-21h00

Cocktail dinatoire

HORAIRE	DÉROULÉ DE L'ÉVÉNEMENT
À partir de 08h30	Accueil
09h00-09h10	Ouverture du deuxième jour
09h10-10h10	<p>Table ronde : Quand les méthodes et outils de participation européens inspirent le niveau national et local</p> <p><i>Intervenants :</i></p> <p><i>Ann-Kathrin FISCHER – Ministère fédéral de la famille, des personnes âgées, des femmes et de la jeunesse (Allemagne)</i></p> <p><i>Elisabeth LAVERNE – Ministère de l'éducation nationale et de la jeunesse (France)</i></p> <p><i>Désirée RISTORTO – Conseil national de la jeunesse (France)</i></p>
10h10-10h30	Pause
10h30-11h30	<p>L'Année européenne de la jeunesse 2022 : une occasion de renforcer et de rendre plus visible le cycle de dialogue UE-Jeunesse et de renforcer les initiatives citoyennes en faveur de l'Europe ?</p> <p><i>Intervenants :</i></p> <p><i>Jasna MARIC KRAJACIC - Commission européenne</i></p> <p><i>Sébastien GONZALEZ HAJDU – Comité européen des régions</i></p> <p><i>Kristof PAPP - Forum européen de la jeunesse</i></p> <p><i>Mohamed MAHAMUUD - Ministère de la santé, du bien-être et du sport (Pays-Bas)</i></p>
11h30-11h45	Pause

Restitution et mise en commun des travaux et échanges

Intervenants :

Maxime MICHAUD – Jeune délégué, Conseil national de la jeunesse (France)

11h45-12h45

Martina SCHIATTARELLA – Jeune déléguée, Conseil national de la jeunesse (France)

Dr. Dan MOXON - Chercheur du 9^e cycle du Dialogue UE-Jeunesse

Neringa TUMENAITE - Chercheuse du 9^e cycle du Dialogue UE-Jeunesse

12h45-12h55

Conclusions et clôture du séminaire

13h00

Photo de famille

13h10-14h30

Déjeuner (optionnel, sur inscription préalable)

REMERCIEMENTS

À tous les intervenants ;

Aux rapporteurs : Dan Moxon et Neringa Tumenaite, et aux jeunes rapporteurs : Martina SCHIATTARELLA, et Maxime MICHAUD ;

Aux facilitateurs du séminaire : Clara DRAMMEH et Alexandre BEDDOCK ;

Au Centre européen de la Jeunesse de Strasbourg et à toute l'équipe organisatrice du ministère.

Rapport rédigé par le Dr Dan Moxon et Neringa Tumenaite, chercheurs à *People Dialogue and Change*, pour la Direction de la jeunesse, de l'éducation populaire et de la vie associative du ministère français de l'Éducation nationale et de la Jeunesse.

Rapport mis en forme et publié par la Délégation à la communication du ministère de l'Éducation nationale et de la Jeunesse.

Juin 2022

Les propos retranscrits dans ce rapport relèvent de la seule responsabilité des intervenants du séminaire et ne reflètent pas nécessairement la position du ministère français de l'Éducation nationale et de la Jeunesse.



**MINISTÈRE
DE L'ÉDUCATION
NATIONALE
ET DE LA JEUNESSE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

